

unifiée et centralisée, le pouls de l'opinion est relevé grâce aux notables. Il ne s'agit plus alors pour le pouvoir d'essayer de « tout écouter » mais de s'adosser à des intermédiaires considérés comme de fins connaisseurs de leur échelon local. La presse, qui est à cette période une presse d'opinion, est également scrutée de près par les gouvernants. Le *xx^e* siècle, enfin, est évidemment marqué par l'apparition du sondage, qui repose sur les règles de la représentativité statistique et devient rapidement le principal dispositif pour rendre compte de l'opinion. Cet état des lieux permet à B. Kotras de réinscrire la notion d'opinion dans le temps long et de souligner que son acception est intrinsèquement liée aux outils qui entendent la mesurer.

Au cours du deuxième chapitre, l'auteur présente l'activité des entreprises dites « d'échantillonnage » du Web. Il montre comment la notion de représentativité va être abandonnée par ces nouveaux acteurs, incapables, en l'absence d'information en la matière, de rendre compte des caractéristiques sociodémographiques des personnes s'exprimant sur Internet. En lieu et place, les internautes vont être considérés sous deux angles différents : l'appartenance à une « communauté thématique » et la « visibilité médiatique ». Dans le premier cas, les individus sont associés à des réseaux affinitaires définis (sport, bricolage, politique, etc.) que les algorithmes sont en mesure d'identifier et de suivre en fonction du besoin des clients. Dans la seconde configuration, les agences se concentrent uniquement sur les publications les plus visibles, celles-ci étant perçues comme des relais d'influence, qui se diffuseront ensuite auprès d'audiences bien plus étendues. Au-delà des évolutions techniques, B. Kotras met en lumière la rupture profonde que ces méthodologies opèrent. Il s'agit de refuser le postulat égalitaire des sondages qui accorde à chaque voix le même poids pour affirmer, en accord avec la critique de Pierre Bourdieu, que « toutes les opinions ne se valent pas ». En ce sens, le renoncement à une conception statistique de la représentativité au profit d'une sélection exclusive des opinions expertes ou influentes, renoue avec une vision « explicitement politique » de la représentativité.

Un troisième et ultime chapitre présente un autre type d'entreprise, qui va venir concurrencer puis supplanter les modèles échantillonnés de l'opinion en ligne. Il s'agit des entreprises *web listening*, dont les fondateurs sont pour la plupart

issus des sciences de l'informatique. Ces entreprises ne renoncent plus simplement au concept de représentativité, mais refusent la notion même d'échantillonnage. Reposant sur des logiciels beaucoup plus puissants, disposant d'importantes capacités de collecte et de traitement, elles ambitionnent de « tout écouter » et proposent à leurs clients des solutions clés en main pour suivre en temps réel ce qui se dit en ligne. Il n'est plus alors question de s'intéresser aux producteurs de contenu, mais directement aux contenus eux-mêmes : les traces textuelles. L'objectif, à l'instar des agents du roi scrutant les conversations publiques, est d'être en mesure de capter des « signaux » pouvant indiquer une éventuelle bascule de l'opinion qui viendrait ternir l'image d'une marque ou d'une institution.

B. Kotras propose ici une étude très documentée d'un secteur d'activité en pleine expansion, celui des entreprises de *web listening*. Il en présente à la fois la genèse, les évolutions et la réalité de la pratique professionnelle de ses agents, tout en raccordant cette activité à l'histoire longue de la mesure des opinions. La démarche sociohistorique permet ainsi de mettre au jour plusieurs régimes de l'opinion. Elle montre également, et c'est là le point fort de l'ouvrage, que les ruptures importantes provoquées par l'arrivée de ces nouveaux acteurs du Web ne sont, en grande partie, que la réactualisation (permise certes par des technologies nouvelles) de conceptions et de projets anciens concernant la mesure et l'utilisation des données d'opinion.

Hugo Touzet -
Sorbonne Université, GEMASS

Laugier (Sandra), Ogien (Albert) - *Antidémocratie*. -
Paris, La Découverte, 2017, 224 p.

« En quel temps vivons-nous ? », s'interroge Jacques Rancière dans un livre éponyme paru en 2017 aux éditions La Fabrique. La même interrogation préside, au même moment, au dernier opus de la trilogie démocratique composée par Sandra Laugier et Albert Ogien. Dans leur premier livre à quatre mains (*Pourquoi désobéir en démocratie ?*, La Découverte, 2010), la philosophe et le sociologue posaient un regard nouveau sur les actions de désobéissance civile. Ils invitaient à voir dans les lointains disciples de Gandhi des sentinelles de la démocratie et non ses fâcheux fossoyeurs. Leur

deuxième ouvrage (*Le principe démocratie*, La Découverte, 2014) explicitait les soubassements philosophiques du premier : si la désobéissance fait cause commune avec la démocratie, c'est parce que celle-ci n'est pas qu'un régime politique figé dans le marbre mais désigne, aussi et surtout, une forme de vie ouverte à sa propre dynamique. Au-delà de la compétition électorale, la démocratie se fonde sur un principe : l'égalité dans l'ensemble des sphères de la vie sociale. Tout régime démocratique est imparfait, soumis aux aléas de la vie terrestre et aux errances de l'espèce humaine. D'où l'importance de l'arrimer au principe (d'égalité absolue entre citoyen.ne.s) qui lui donne sens et le revigore.

Antidémocratie naît d'une interrogation face à la montée des phénomènes de réticence à la démocratie, qu'ils prennent la forme d'un néolibéralisme sauvage ou d'un nationalisme mortifère. Mais cette préoccupation proprement politique s'accompagne d'une autre, philosophique et terminologique, qui est le véritable fondement du livre et concerne la façon de nommer la menace. « Populisme » est le substantif plébiscité par les intellectuels de tous bords afin de désigner les phénomènes antidémocratiques. Or, soulignent S. Laugier et A. Ogien, ce terme fait écran à la réalité qu'il prétend éclairer. Le caractère flou, malléable et inconsistant de ce « concept » le rend inopérant. Parler de « populisme » à propos de tel candidat, de tel parti ou de tel régime, est une façon d'éviter les mots qui fâchent (fascisme, extrême droite, xénophobie, autoritarisme) mais qui sont plus précis historiquement et plus étayés sociologiquement. C'est également une façon de placer sous la même enseigne des projets politiques antagoniques : extension du domaine de l'égalité d'un côté, liquidation de ce domaine d'un autre côté. Ou comment assimiler sous une même étiquette infamante les initiatives visant à réaliser les promesses du principe de la démocratie avec les menées identitaires des thuriféraires d'un pouvoir autoritaire. Le terme de « populisme » en dit donc davantage sur ceux qui l'utilisent que sur ceux qu'il est censé désigner. En effet, l'accusation de populisme est généralement sous-tendue par un préjugé antidémocratique qui établit une asymétrie épistémique entre des citoyens (crédules, ignorants et émotifs) et des élites (rationnelles, compétentes, informées et donc appelées à gouverner), ou entre un peuple manipulable et un leader maléfique. D'où la proposition, audacieuse

mais salutaire, de S. Laugier et A. Ogien : bannir ce terme de leur lexique analytique.

Il reste alors à lui trouver un substitut apte à nommer correctement les dangers qui guettent la démocratie. Cette tâche débouche sur la formulation du concept d'*antidémocratie*. Sa richesse réside dans son ambivalence. Si l'antidémocratie désigne ce qui s'oppose à l'application du principe d'égalité absolue des citoyen.ne.s, ce concept permet d'appréhender, parallèlement à la critique externe de la démocratie, sa critique interne. Tandis que celle-ci entend radicaliser la démocratie par l'extension du principe d'égalité, celle-là est guidée par une volonté d'anéantissement de la démocratie. Cette réticence à la démocratie n'est pas l'apanage de ses ennemis déclarés ; elle se donne aussi à entendre à chaque fois que l'on rogne les libertés au nom de la sécurité, rechigne à accorder de nouveaux droits aux minorités, cantonne les citoyens à un rôle de spectateur, freine leur participation à la vie publique ou que l'on porte atteinte à la liberté d'expression au nom d'une conception dogmatique de l'identité. Derrière ce type de mesures se cache la crainte de confier le pouvoir aux « incompetents ».

S. Laugier et A. Ogien sont lucides. Ils prennent acte des menaces, sérieuses et grandissantes, qui pèsent sur la démocratie. Mais, comme les deux précédents opus qu'il vient couronner, ce livre est tourné vers l'exploration des expériences et des tendances qui donnent des raisons d'espérer : les mobilisations féministes et antiracistes, les zones à défendre (ZAD) et les occupations de places publiques, la création de partis mouvementistes par des citoyens indignés désireux d'investir l'arène politique pour la subvertir de l'intérieur, l'intelligence collective qui se déploie dans les sciences citoyennes et les technologies *do-it-yourself*, ou encore le dévoilement d'informations confidentielles par des lanceurs d'alerte soucieux de l'environnement, de la justice fiscale et de la santé publique. Ces expériences instillent l'esprit de la démocratie directe au cœur de la démocratie représentative. Elles illustrent les capacités politiques, morales et épistémiques des citoyens, et elles plaident pour une forme de vie fondée sur la reconnaissance de ces capacités.

Manuel Cervera-Marzal –
Université de Liège, FNRS